

La Réplique

ANNE LECLAIR : JOURNALISTE ET MILITANTE SYNDICALE

**LES MEMBRES DU
SCFP PARLENT DE
RÉCONCILIATION**

**La réforme
électorale face à la
montée de la droite**

**Victoire contre
les écoles en PPP
au Manitoba**

**Le Nouveau-Brunswick
met un frein à la
privatisation des
services hospitaliers**



« Quand j'ai entendu parler de la question des retraites, j'étais encore sous contrat occasionnel, mais tout le monde au bureau était inquiet. Il fallait donc que les contractuels comme moi s'impliquent. »

Fangliang Xu, p. 8

Un dirigeant syndical philippin visite la Saskatchewan et le Manitoba

Au SCFP nous croyons fermement que notre pouvoir de lutter contre la privatisation des services publics, la réduction des budgets de fonctionnement et les atteintes aux droits des travailleurs passe, entre autres, par les relations que nous établissons avec les travailleurs d'autres milieux, y compris ceux de l'étranger, avec qui nous avons des causes communes.

Robert Mendoza, président de l'Alliance des travailleurs de la santé des Philippines, a récemment visité la Saskatchewan et le Manitoba. Sa visite illustre comment le SCFP forge des alliances avec les syndicats et les travailleurs du monde entier.

M. Mendoza a visité des établissements de soins de santé dans les deux provinces et pris la parole en public. Il a parlé des luttes des

travailleurs de la santé philippins contre les compressions budgétaires dans les hôpitaux, la privatisation effrénée, la précarisation qui prive de nombreux travailleurs d'avantages sociaux et ne leur accorde qu'une sécurité d'emploi minimale. Actuellement, 57 pour cent des dépenses en santé aux Philippines viennent directement de la poche des gens, ce qui se traduit par une pauvreté

et un mauvais bilan de santé pour la plupart des Philippins.

M. Mendoza a également parlé de la mobilisation entreprise par son syndicat pour riposter, comme la campagne *People's Health Agenda* en faveur de services de santé progressistes, gratuits et universels.

La lutte des Philippins pour obtenir des soins de santé de qualité est une chose à laquelle les travailleurs canadiens peuvent s'identifier, car nous faisons face à des ennemis communs : la tendance vers la privatisation et la croissance des



inégalités. Le SCFP est déterminé à poursuivre son travail de solidarité avec ses alliés du monde entier.

■ Guy Marsden

Trois ans plus tard, où se trouve le *changement* contre le changement climatique ?

Lors de la campagne électorale de 2015, les libéraux ont utilisé le slogan « changer ensemble » pour galvaniser l'opinion publique contre un gouvernement conservateur rigide dirigé par Stephen Harper, dont la population s'était lassée. Justin Trudeau et son équipe libérale ont remporté une victoire écrasante en faisant des promesses audacieuses. Mais trois ans plus tard, plusieurs cherchent ce qui a vraiment changé...

Sous des faux-fuyants, Trudeau a abandonné son engagement phare de remplacer notre système de scrutin archaïque par une formule qui permettrait à chaque vote de compter.

Et puis, il y a le dossier des changements climatiques. Démêlons promesses et réalisations.

Au début de leur mandat, les libéraux se sont présentés à la conférence des Nations Unies sur l'environnement à Paris en clamant que le

Canada était de retour. Mais ils ont refusé de fixer des cibles de réduction des émissions. Difficile de faire progresser les choses sans objectif ! Le gouvernement précédent avait signé, en 2009, un accord où il s'engageait à réduire, d'ici 2020, ses émissions de 17 pour cent par rapport à 2005 ; une cible modeste que le Canada n'atteindra même pas.

Trudeau justifie en partie sa décision de donner le feu vert à certains projets

d'oléoducs par la nécessité de faire d'autres avancées dans la lutte au changement climatique. Si c'est vraiment le cas, nous sommes en droit de demander : où est le progrès ?

Les libéraux avaient pris un engagement clair : « ajouter rapidement des véhicules électriques à la flotte fédérale ». Ce plan semble bloqué, puisque le ministre des Ressources naturelles lui-même n'est pas allé de l'avant avec l'achat

d'un véhicule électrique, à cause du nombre insuffisant de bornes de recharge dans la capitale nationale.

Les élections fédérales approchent à grands pas. Il est temps que Justin Trudeau nous montre ce qu'il fait vraiment pour lutter contre le changement climatique. Dans ce dossier, comme tant d'autres, les libéraux n'ont jusqu'à présent pas tenu leurs promesses.

■ Charles Brenchley

LA PUBLICATION NATIONALE DU SCFP ÉTÉ 2018

La Réplique

SSN imprimé 1920-2857
ISSN en ligne 1920-2865

La Réplique est publiée par le Syndicat canadien de la fonction publique. Adressez toutes lettres à la rédaction à : comm@scfp.ca

Convention Poste-publications
Numéro 40005741

Retournez les envois canadiens non distribués à : SCFP-Communications 1375, boul. Saint-Laurent Ottawa, ON, K1G 0Z7

Visitez le site web du SCFP à scfp.ca ou communiquez avec nous à lareplique@scfp.ca

Rédactrice en chef Catherine Louli
Directeur des communications par intérim Ian Clysdale

Graphiste Jocelyn Renaud

Adjointes à la rédaction Manon Lajoie • Rose de Tourris

Collaborateurs Guy Marsden • Charles Brenchley • Lisa Djevahirdjian • Dan Gawthrop • Hugh Pouliot • Robert Ramsay • Janet Szliske • Sarah Jordison • Matt McLean • Matt Stella • Simon Ouellette

CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL DU SYNDICAT CANADIEN DE LA FONCTION PUBLIQUE

Président national Mark Hancock

Secrétaire-trésorier national Charles Fleury

Vice-présidences générales Daniel Légère • Denis Bolduc • Fred Hahn • Judy Henley • Marle Roberts

Vice-présidences régionales

Sherry Hillier / Terre-Neuve-et-Labrador • Nan McFadgen / Nouvelle-Écosse • Brien Watson / Nouveau-Brunswick • Leonard Crawford / Île-du-Prince-Édouard • Benoît Bouchard, Patrick Gloutney / Québec • Michael Hurley, Candace Rennick / Ontario • Amanda Farrow-Giroux / Nord de l'Ontario • Gord Delbridge / Manitoba • Tom Graham / Saskatchewan • Rory Gill / Alberta • Paul Faoro, Donisa Bernardo / Colombie-Britannique

Vice-présidences de la diversité Gloria Lepine • Yolanda McClean

Imprimé par une entreprise syndiquée sur du papier recyclé à 50 % contenant 30 % de matières recyclées après consommation, et libre de chlore élémentaire, certifié par le Forest Stewardship Council.



SCFP Syndicat canadien de la fonction publique



FSC Mixed Sources
Cert. No. SW-COC-1911 © 1996 FSC

Anne Leclair, reporter télé et militante syndicale

Comme bien des journalistes, Anne Leclair a choisi le reportage pour influencer positivement le monde. Avec le temps, son métier l'a menée au mouvement syndical, qui s'avéra un outil puissant pour défendre non seulement ses collègues, mais aussi le journalisme.

« En tant que journaliste et militante syndicale, ce qui me préoccupe le plus, raconte-t-elle, c'est l'importance et la survie des nouvelles locales à l'ère des géants du Web qui accaparent presque toute l'assiette publicitaire, ne laissant que des miettes aux diffuseurs. »

Et s'il y a moins d'argent pour les salles de nouvelles, il y a moins



de ressources pour chercher des informations, ce qui laisse le champ libre aux fausses nouvelles.

« Le SCFP-Québec mène des campagnes stimulantes pour promouvoir l'importance des nouvelles locales, poursuit Anne Leclair. Je suis fière de notre récente alliance avec d'autres grands joueurs de l'industrie sous la bannière de la Coalition pour la culture et les médias (coalitionculturemedias.ca). Nous nous dressons contre les géants du Web comme Google, Apple, Facebook, Amazon, Netflix et Spotify. Nous exigeons qu'ils soient soumis aux mêmes conditions fiscales et réglementaires qui s'appliquent à toutes les entreprises canadiennes. »

Du personnel à l'universel : son parcours

En 1998, Anne Leclair s'installe à Québec pour un poste permanent de journaliste. Après quelques années, elle souhaite retourner à

Montréal, mais sa convention collective ne reconnaît pas l'ancienneté d'un endroit à l'autre, même si tous les journalistes, indépendamment de leur base, participent au même

téléjournal montréalais.

« Ça m'a semblé injuste. Le syndicat est venu à ma défense ; il a négocié une clause dans notre convention collective qui nous considère comme faisant partie de la même équipe ayant le même lieu de travail, égalisant les chances entre journalistes comme entre tous les employés. »

Elle a voulu rendre service à son tour : elle est devenue déléguée syndicale, avant d'être élue secrétaire-archiviste, puis de se joindre au comité de négociation.

« J'étais incertaine au début, parce que les syndiqués les plus militants étaient surtout des techniciens, mais un bon ami et collègue m'a convaincu que le personnel de la rédaction avait besoin d'une meilleure représentation et que le syndicat avait besoin de plus de femmes. J'ai fait le saut et je ne l'ai jamais regretté. Aujourd'hui, je préside ma section locale, et je suis vice-présidente radio télé du Conseil provincial du secteur des communications (CPSC) du SCFP-Québec. Je suis également coprésidente du Conseil national des communications du SCFP, pour lequel nous planifions la prochaine conférence sectorielle qui aura lieu à Ottawa en novembre. »

■ Lisa Djevahirdjian

IL EST TEMPS. NOUS SOMMES EN 2018 ET NOUS AVONS BESOIN DE FAIRE UN CHANGEMENT. PAS SEULEMENT POUR MOI, MAIS POUR NOTRE PEUPLE ET POUR BIEN D'AUTRES QUI NE SONT PAS AUTOCHTONES.



Des membres du SCFP parlent de réconciliation

Le 21 juin, le SCFP-C.-B. publiait une vidéo pour la Journée nationale des peuples autochtones afin de poursuivre le dialogue sur la réconciliation. Des membres du SCFP y explorent ce qu'on peut faire, collectivement et individuellement, pour favoriser l'égalité et faire du Canada une société plus juste pour les peuples autochtones.

D'une durée de cinq minutes, « *Reconciliation: CUPE Members Speak* » cherche à faire réfléchir en donnant la parole à des membres du SCFP pour aborder divers aspects de la réconciliation, y compris la signification de ce terme pour eux. Les témoignages, accompagnés d'une composition pour tambours de l'organisme de sensibilisation de Vancouver Culture Saves Lives, mettent l'accent sur la correction des torts historiques par des mesures concrètes.

« Chacun de nous a un rôle à jouer pour faire du Canada une société plus juste », affirme le président du SCFP-C.-B., Paul Faoro.

« Ces témoignages contribuent à la discussion sur la façon de concrétiser cet idéal. Bien que la responsabilité de la réconciliation incombe aux personnes non autochtones, qui profitent le plus encore aujourd'hui des terres que nous partageons tous, nos membres, y compris ceux qui sont autochtones ou métis, ont quelque chose de précieux à apporter à cette conversation. »

Depuis novembre 2015, date à laquelle la Commission de vérité et réconciliation fédérale a publié ses 94 appels à l'action pour corriger les torts historiques du système des pensionnats indiens, un dialogue national a lieu sur les moyens à prendre pour rendre le Canada plus inclusif et équitable pour les peuples autochtones.

Dans la vidéo, les membres du SCFP traitent de questions allant de l'accès à l'eau potable à l'application du principe de Jordan qui garantit aux enfants autochtones l'accès aux services dont jouissent les enfants non autochtones.

Ce projet est une initiative du Comité des travailleurs autochtones du SCFP-C.-B.

■ Dan Gawthrop

PRÉSIDENT NATIONAL MARK HANCOCK

Groupe de travail national sur la gouvernance

Au congrès national d'octobre dernier, nos membres ont pris plusieurs décisions importantes, dont celle de créer un Groupe de travail national sur la gouvernance. Ce groupe a entamé ses travaux en juin.

Les statuts du SCFP n'ont pas beaucoup changé depuis leur adoption en 1963, il y a 55 ans.

Alors que notre pays évolue et que les défis auxquels nous faisons face changent, le moment est venu de voir si nous ne pourrions pas améliorer notre structure pour mieux servir nos membres.

C'est pourquoi, cet été, le Groupe de travail sur la gouvernance lance une démarche de consultation qui se poursuivra jusqu'en novembre. Nous posons aux membres et aux sections locales du SCFP des questions importantes, entre autres sur le mode d'élection et les responsabilités du conseil exécutif national (CEN).

J'espère que nous pourrions officialiser plusieurs « règles non écrites » entourant les élections au CEN. Au fil des ans,

nous avons adopté un certain nombre de pratiques courantes qui ne figurent pas dans les statuts, ce qui désavantage les membres qui ne les connaissent pas.

Le Groupe de travail sollicitera aussi vos commentaires pour améliorer le déroulement du Congrès national, l'instance décisionnelle la plus élevée de notre syndicat.

Nous passerons en revue la structure historique du SCFP et nous vous demanderons s'il y a des changements à apporter aux interactions entre les sections locales, et les liens avec le mouvement syndical en général via les affiliations.

Nous examinerons les travaux des commissions précédentes et du Groupe de travail national sur la participation des femmes. Le tout servira à l'élaboration de recommandations à l'intention du Comité exécutif national. Notre objectif est de proposer des amendements aux statuts lors du prochain Congrès national pour votre considération.

Le Groupe de travail poursuivra ses travaux jusqu'à l'an prochain, mais pour profiter au maximum de cette opportunité d'améliorer notre syndicat, nous voulons avoir votre avis dès maintenant.

Dans les prochains mois, les membres, les sections locales, les comités nationaux et organisations à charte pourront nous donner leur point de vue par le biais d'un sondage électronique, de mémoires et de discussions.

J'espère que vous et votre section locale pourrez prendre le temps de vous faire entendre. Ensemble, nous pouvons continuer à améliorer notre formidable syndicat.

MARK HANCOCK EN LIGNE  twitter.com/CUPENatPres





La réforme électorale : la clé pour endiguer la montée de la droite

Pas besoin d'une loupe pour voir une nouvelle tendance politique se dessiner au Canada. De la Saskatchewan à la Nouvelle-Écosse, une vague inquiétante prend de l'ampleur. Les gouvernements de droite tentent de faire tomber la façon dont l'État sert le peuple et de redéfinir fondamentalement les droits du travail.

On remarque des différences d'une région à l'autre. D'ailleurs, les couleurs et les affiliations politiques varient, mais, dans l'ensemble, la formule reste la même.

Les services publics importants manquent cruellement de ressources, ce qui les empêche de servir la population et accroît la pression sur leurs employés.

On privatise ou on envoie en sous-traitance des services importants, malgré l'abondance de données fiables démontrant que les services dispensés par l'État sont meilleurs et moins chers.

Les attaques contre les salaires et les conditions de travail sont devenues monnaie courante. Avant, on utilisait les lois de retour au travail seulement en dernier recours. De nos jours, c'est apparemment la solution numéro un de tout premier ministre de droite.

Faisons un survol du pays pour voir comment cette tendance est à l'œuvre.

En Nouvelle-Écosse, les libéraux de Stephen McNeil s'en prennent aux droits des travailleurs avec autant d'acharnement que n'importe quel gouvernement conservateur.

Ils ont imposé la Loi 148,

qui prive les travailleurs du secteur public du droit de négocier leur salaire et leur indemnité de départ. Les tribunaux risquent fort de la juger inconstitutionnelle, mais cela n'a pas empêché le gouvernement d'aller de l'avant. En parallèle, les libéraux néo-écossais établissent des partenariats public-privé dans le système de santé et tentent de privatiser l'entretien des autoroutes, même si les membres du SCFP font un meilleur travail à moindre coût.

« Comment la province fera-t-elle des économies en payant des entreprises privées pour faire ce

travail? », s'interroge Mike MacIsaac, trésorier du SCFP 1867, le syndicat des travailleurs de la voirie de la Nouvelle-Écosse.

« Nos membres peuvent le faire plus efficacement et pour moins cher. Pourquoi louer une voiture quand on en possède déjà une? »

Rien ne force le gouvernement McNeil à attaquer les travailleurs ou à réduire les services publics. Nous sommes devant un cas où l'idéologie passe avant les bonnes décisions. Comme le fait remarquer la présidente du SCFP-N.-É. Nan McFadgen,

« c'est une erreur dont nous allons tous payer le prix ».

Pendant ce temps, la Saskatchewan vit une histoire similaire depuis plus d'une décennie sous le gouvernement conservateur des premiers ministres Brad Wall et Scott Moe du Parti saskatchewanais.

Cette formation a régné durant des années de forte croissance économique. Au lieu d'en profiter pour investir et épargner, le Premier ministre Wall a gaspillé de précieuses ressources financières en réduisant les impôts des personnes à revenu très élevé. Il a laissé le déficit social augmenter, alors même que les revenus pétroliers montaient en flèche. À l'éclatement de la bulle pétrolière, fin 2014, le gouvernement a fait porter le blâme du déficit budgétaire sur les fonctionnaires, les travailleurs et les personnes défavorisées.

« Non seulement le budget de l'an dernier imposait de vastes compressions et des reculs »,

rappelle Tom Graham, président du SCFP-Saskatchewan, « mais, il augmentait les taxes à la consommation. C'est ce qui fait le plus mal au citoyen moyen. Les Saskatchewanais préféreraient un investissement judicieux dans l'avenir de la province. Et cela commence par un système fiscal plus équitable dans la colonne des revenus. »

Avec son budget 2018, le nouveau premier ministre Scott Moe se distingue très peu de son prédécesseur Brad Wall : il prétend que la province est pauvre, mais il flambe des milliards dans de coûteux PPP.

Le Parti saskatchewanais a prétendu haut et fort éliminer le déficit provincial, mais, en réalité, il se contente de pelleter des responsabilités dans la cour des municipalités, des organisations non

gouvernementales et du citoyen ordinaire.

À maintes reprises, les experts ont démontré que la province pourrait éliminer son déficit tout en maintenant les emplois et les services en adoptant une approche à moyen terme mesurée. Hélas, le Parti saskatchewanais est plus

Finallement, l'Ontario vient d'élire un gouvernement conservateur dirigé par Doug Ford, après que les libéraux de Kathleen Wynne soient allés en guerre contre les enseignants et les travailleurs scolaires et aient fait de l'Ontario la province qui dépense le

Ford a également promis d'annuler l'augmentation du salaire minimum prévue dans la prochaine année. Les gens craignent ce que cela laisse présager pour les droits du travail en Ontario.

Il ne fait aucun doute que la droite est sur une lancée au Canada.

C'est ce qu'on appelle le scrutin majoritaire uninominal à un tour, et c'est la raison pour laquelle les premiers ministres McNeil et Ford détiennent cent pour cent du pouvoir dans leur assemblée législative en n'ayant reçu que quarante pour cent de l'appui populaire. C'est aussi la raison pour laquelle le Parti saskatchewanais bénéficie d'une opposition considérablement entravée : le NPD a obtenu 30 pour cent des voix, mais seulement 16 pour cent des circonscriptions.

La solution, c'est la représentation proportionnelle, un système où chaque vote est compté et pèse dans la balance. C'est simple : 40 pour cent des voix donnent 40 pour cent des sièges.

Bien que la droite monte d'un océan à l'autre, il y a de l'espoir à l'horizon, puisque des référendums sur la réforme électorale sont prévus en Colombie-Britannique et à l'Île-du-Prince-Édouard.

Les Canadiens chérissent leurs services publics. Nous devons nous mobiliser dès maintenant pour les défendre alors qu'ils sont la cible des gouvernements de droite partout au pays.

Mais à long terme, l'un des meilleurs moyens de protéger les services publics et les droits des travailleurs consiste à mettre en place un système qui reconnaît la voix de la majorité des Canadiens lorsque nous allons aux urnes. Cela pourrait commencer en Colombie-Britannique et à l'Île-du-Prince-Édouard avant de se répandre partout au Canada pour les mois et les années à venir.

■ Hugh Pouliot

Au Canada, si les partis de droite gagnent, ce n'est pas parce qu'ils sont très populaires auprès du public. C'est même souvent l'inverse. Ils gagnent parce qu'ils savent manipuler notre système électoral archaïque qui empêche la majorité des voix d'être entendues.

intéressé par une attaque idéologique contre les services publics que par de bonnes politiques, pire même que le gouvernement McNeil en Nouvelle-Écosse. Brad Wall et Scott Moe utilisent le déficit budgétaire comme couverture.

moins par habitant pour les soins de santé.

Ford a gagné en promettant des réductions d'impôts de 7,6 milliards de dollars, une diminution des dépenses annuelles de 500 millions de dollars et l'équilibre budgétaire d'ici 2021. « Il n'y a pas de recette magique », explique l'économiste en chef du SCFP national, Toby Sanger. « Le plan Ford consiste à distribuer des milliards en allègements fiscaux, souvent à des gens qui n'en ont pas besoin, et à équilibrer le budget d'ici 2021, entraînant des compressions profondes dans les dépenses et donc, d'importantes pertes d'emplois. » On parle de 46 000 à 159 000 emplois, secteurs public et privé confondus. « C'est une mauvaise nouvelle pour les travailleurs ontariens, peu importe l'angle d'approche », déplore-t-il.

Et si les élections présidentielles de 2016 aux États-Unis et les élections ontariennes de 2018 nous ont appris quelque chose, c'est que les élections comptent. Nous devons intensifier notre participation aux campagnes électorales, à tous les paliers de gouvernance.

Cependant, il faut aussi comprendre que les gouvernements de droite améliorent leur position sans accroître leur soutien populaire. Cela démontre qu'il faut changer la manière dont nous élisons nos dirigeants.

Hillary Clinton a obtenu deux millions de voix de plus que Donald Trump, mais elle a quand même perdu. Chez nous, le système électoral accorde un gouvernement majoritaire à des partis qui n'ont pas obtenu la majorité des votes.

La réforme électorale :
une solution claire

Les municipalités se rencontrent à Halifax

Début juin, des membres du Conseil exécutif national et du personnel du SCFP ont assisté à l'assemblée annuelle et au salon de la Fédération canadienne des municipalités à Halifax. C'était la plus grande assemblée jamais organisée par la FCM : elle a attiré plus de 2000 maires, conseillers et représentants municipaux.

Le SCFP a tenu une table ronde intitulée « Des services publics accessibles pour protéger les droits de la personne ». Cette séance a mis en lumière plusieurs approches créatives permettant aux municipalités et aux travailleurs municipaux de défendre les droits de la personne en fournissant des services publics et en les protégeant. La discussion était animée par Prabha Khosla, urbaniste et chercheuse, qui a présenté le sujet comme une célébration des bons coups et une trousse d'outils.

Les panélistes, venus de trois villes canadiennes très différentes, ont discuté du caractère essentiel des services publics pour permettre la participation pleine et entière des gens les plus vulnérables à notre société.

Sue Montgomery, mairesse de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce et adjointe à la mairesse de Montréal, a décrit l'importance d'une offre de logements adéquats et abordables pour les populations à faible revenu et les nouveaux arrivants. Kristyn Wong-Tam, conseillère

municipale de Toronto, a parlé de l'intégration d'une analyse sensible aux sexes dans la budgétisation municipale et de l'inertie bureaucratique à surmonter pour y parvenir. Catherine McKenney, conseillère municipale d'Ottawa, a raconté l'histoire du site temporaire de prévention des surdoses à Ottawa, d'abord non autorisé, puis ensuite autorisé et financé grâce à l'acharnement de militants et de travailleurs.

Les sujets abordés lors de cette table ronde sont particulièrement importants pour les membres du SCFP et ils ont suscité de nombreuses conversations pendant le reste du congrès.

« Le secteur municipal est l'un des secteurs les plus importants au SCFP ; il regroupe près de 150 000 membres, plus de 1100 unités de négociation et des milliers de classes d'emplois », souligne le président national du SCFP, Mark Hancock. « Les travailleurs du SCFP se retrouvent partout : les systèmes d'aqueduc et d'eaux usées, les routes, le transport en commun, la planification et l'administration, la santé publique, les services de garde d'enfants, etc. », énumère-t-il. « Ils soutiennent depuis longtemps les droits de la personne dans leurs milieux de travail et leurs collectivités. Nous connaissons l'importance des services publics pour offrir à tout le monde une vie plus sûre, saine et productive. »

■ Robert Ramsay



Les travailleurs scolaires de la Colombie-Britannique au grand écran

Cet été et cet automne, les travailleurs du secteur du soutien scolaire seront sur les écrans de cinéma Cineplex de la Colombie-Britannique, grâce à une publicité animée qui fait la promotion des services qu'ils offrent.

La capsule de 30 secondes met en vedette « Rachel » et les membres du SCFP qu'elle croise dans sa journée à l'école : une aide-éducatrice, un concierge, une employée de bureau, un ouvrier et une chauffeuse d'autobus. Ils sont tous essentiels pour faire de nos écoles une réussite.

« Nos membres ont eu la vie dure », rappelle le président du Conseil des présidents des sections locales scolaires, Warren Williams. « Le gouvernement libéral provincial a coupé les budgets pendant 16 ans. À l'approche de notre prochaine ronde de négociations, cette campagne fera comprendre à la population l'importance qu'ont les services prodigués par nos membres pour les élèves du réseau public. »

La campagne comprendra des macarons, des dépliants et des affiches, ainsi que des

annonces dans les journaux et à la radio dans les secteurs où il n'y a pas de grands cinémas.

Selon les sondages sur les priorités de négociation, 41 pour cent des répondants ont constaté une augmentation de la violence en milieu de travail scolaire en Colombie-Britannique, une augmentation qualifiée d'importante dans 15 pour cent des cas. Pour en savoir plus sur cette campagne, visitez bcschools.cupe.ca.

■ Janet Szliske

À quoi peut s'attendre l'Ontario avec le premier ministre Ford au volant?

Même si 60 pour cent des Ontariens ont voté contre les conservateurs de Doug Ford, le parti détient maintenant la majorité des sièges à l'Assemblée législative, soit 76, contre 40 pour le NPD d'Andrea Horwath. Le Parti libéral a conservé sept comtés et le Parti vert a remporté son tout premier siège.

Ford a fait campagne sur la réduction de l'impôt des sociétés et des particuliers, ainsi que des taxes sur l'essence et le carbone, sans expliquer comment il absorberait la perte de 10 milliards de dollars en revenus annuels. Beaucoup de choses restent en suspens alors que le nouveau gouvernement de droite prend forme. Ford a promis de faciliter la vie des gens. Or, ceux qui ont suivi sa carrière anticipent un vaste programme de privatisation, de sous-traitance et de compressions dans les services publics.

Pour les membres du SCFP de l'Ontario qui offrent ces services, la vie pourrait devenir très difficile. Pour tous ceux qui dépendent des services publics, la vie sera tout sauf plus facile.

Alors que les dirigeants et le personnel du SCFP préparent la riposte, rappelons que Doug Ford se considère comme un populiste.

Même s'il détient la majorité des sièges à l'Assemblée, il dépend beaucoup plus de l'opinion publique que la plupart de ses prédécesseurs. Il sait que la débâcle de Kathleen Wynne a commencé en tollé général contre la vente du système hydroélectrique de la province. Il a vu avec quelle facilité les libéraux provinciaux sont passés d'un gouvernement majoritaire à un parti sans statut officiel.

Ce qui se passera en Ontario au cours des quatre prochaines années dépendra en grande partie de la réaction du public à la mise en œuvre du programme de Doug Ford. Lorsqu'il s'agit de protéger les services publics, les membres du SCFP ne peuvent pas se permettre de garder le silence. Il faudra obtenir le soutien du public. Ce sera essentiel à notre succès.

■ Sarah Jordison



ASSOCIATION CANADIENNE DE LA
PRESSE SYNDICALE

Depuis 1976, l'Association canadienne de la presse syndicale soutient les syndicats et renforce les capacités en matière de communications du mouvement syndical. Les membres de l'ACPS ont accès à :

des éléments graphiques | des illustrations | une photothèque | des articles | des ressources | de la formation sur les médias | des ateliers | des conférences | un service de consultations en matière de communications

Pour savoir comment l'ACPS peut vous aider :

acps.ca

Grosse victoire contre les écoles en PPP au Manitoba

Au printemps dernier, le SCFP a appris que le gouvernement progressiste-conservateur de Brian Pallister abandonnait un plan controversé de construction de quatre nouvelles écoles au Manitoba (trois à Winnipeg et une à Brandon) en partenariat public-privé (PPP).

Ces écoles auraient été construites, financées, possédées et entretenues par des entreprises privées à but lucratif. La division scolaire aurait été locataire à long terme dans ces écoles, avec, après plusieurs décennies, une possibilité de les acheter.

Partout au pays, les écoles en PPP multiplient les gaspillages, les secrets et les scandales. En Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick et en Alberta, elles ont coûté des millions de dollars de plus que le mode de construction et de propriété traditionnel. En Saskatchewan, elles sont entourées de mystères et d'hypothèses douteuses; elles finiront par s'avérer plus coûteuses.

Outre la question monétaire, la détention des bâtiments par une entreprise privée crée des problèmes pour la collectivité. Les écoles ont l'habitude de servir pour diverses activités le soir et la fin de semaine, des réunions de scouts aux ligues de basketball et aux réunions d'organismes communautaires. Les propriétaires privés, dont la seule responsabilité consiste à faire des profits pour leurs actionnaires, ne mettent pas leurs biens à la disposition de la collectivité comme le font les conseils scolaires. L'école en PPP n'est plus un espace communautaire.

Pour toutes ces raisons, le SCFP du Manitoba a lancé une campagne pour « brandir des drapeaux rouges ». Celle-ci ciblait particulièrement Brandon, une ville de 50 000 habitants qui possède une division scolaire et deux sièges à l'Assemblée législative. Il s'agit de circonscriptions baromètres actuellement détenues par les progressistes-conservateurs.

La section locale 737



du SCFP, qui représente le personnel de soutien scolaire de la division scolaire de Brandon, s'est démenée. Elle a distribué des milliers de brochures chez les gens, en plus d'organiser une assemblée publique avec la branche manitobaine du Centre canadien de politiques alternatives et de présenter plusieurs exposés au conseil de la division à partir de données pancanadiennes compilées par les chercheurs du SCFP. Il y a eu aussi de la publicité pour

faire passer le message aux citoyens.

Ça a marché. Le gouvernement Pallister a fait marche arrière, même s'il avait promis en campagne électorale de confier l'infrastructure aux PPP; même si son budget prévoyait la construction de quatre écoles de cette façon. Il a annoncé l'abandon des projets d'écoles en PPP en admettant que ce mode de construction est effectivement plus coûteux.

Mais il y a mieux. Avec l'argent économisé en abandonnant le modèle PPP, le gouvernement s'est engagé à construire une cinquième école! Ainsi, au lieu de quatre écoles détenues par le privé, le Manitoba se retrouve avec cinq écoles qui sont la propriété de l'État.

C'est une victoire dont on peut être fier! Quelle leçon en retenir? Faire campagne, ça vaut la peine.

■ Matt McLean

SECRÉTAIRE-TRÉSORIER NATIONAL CHARLES FLEURY

Le SCFP combattra les idées de droite en Ontario et ailleurs au pays

Dans toutes les régions du Canada, les membres du SCFP font face à de nombreux défis. Mais avec l'élection de la droite conservatrice de Doug Ford en Ontario, nos membres auront encore plus de pain sur la planche. Doug Ford promet notamment de réduire le budget provincial de six milliards de dollars afin d'éliminer les « inefficacités », d'abolir le salaire minimum à 15 dollars l'heure et de mettre fin au système de plafonnement et d'échange des émissions de carbone. Le nouveau premier ministre de l'Ontario envisage aussi de privatiser la vente et la distribution d'alcool et de cannabis.

Dans ce contexte, le SCFP continuera à se battre pour protéger nos services publics et les emplois de qualité qu'ils procurent dans nos communautés, et ce, partout au Canada. Nous nous opposerons toujours aux gouvernements qui sabrent les services publics et qui imposent

des mesures d'austérité. Nous savons que les services publics sont les grands égalisateurs de notre société. Quand les gouvernements et les employeurs cherchent à éliminer des emplois, à réduire les salaires et les conditions de travail ou à diminuer la sécurité financière à la retraite, nous ripostons. Nous faisons campagne pour faire dérailler les projets de privatisation et de sous-traitance. À la table de négociations, nous refusons les demandes de concessions et les clauses de disparité de traitement. Nous luttons contre la précarité d'emploi, la violence, le harcèlement, la discrimination et le racisme au travail. Nous défendons le droit de grève de nos membres et leur pouvoir de négociation contre les lois antisyndicales.

Chaque jour apporte son lot de défis aux membres du SCFP, mais, parce que nous avons géré nos finances avec prudence, nous avons les ressources nécessaires pour affronter les attaques des gouvernements et des employeurs.

Cette année, notre budget général comprend la création du plus grand nombre de nouveaux postes depuis de nombreuses années. Le budget de la Caisse de défense prévoit plus d'argent pour l'organisation, les votes de représentation et les campagnes. Nous avons 97 millions de dollars dans notre Caisse de grève. C'est ça le pouvoir du SCFP, un syndicat pancanadien de 665 000 membres. Notre syndicat a des bases financières solides. Le SCFP national continuera donc d'être à vos côtés dans tous vos combats afin que chaque membre du SCFP bénéficie de notre force collective pour les années à venir.

CHARLES FLEURY EN LIGNE  twitter.com/CUPENatSec



De la sauvegarde des pensions à la sauvegarde des baleines

Fangliang Xu est incapable de dire « non ». C'est pourquoi cette vidéaste de l'Université Carleton, membre de la section locale 2424 du SCFP, a participé à la grève de sa section locale avant de partir à l'aventure à l'étranger.

« Quand j'ai entendu parler de la question des retraites, j'étais encore sous contrat occasionnel, mais tout le monde au bureau était inquiet. Je savais que je finirais par obtenir mon temps plein. Il fallait donc que les contractuels comme moi s'impliquent. »

Elle est devenue chef de piquet par hasard, après avoir salué le président de la section locale à la banque. « Deux heures plus tard, je recevais un

courriel disant : « Xu, tu as l'air sympathique ; tu devrais être chef de piquet. » Je ne dis jamais non, alors j'ai dit oui, rituelle. Je suis allé à une formation sur le piquetage. Des gens du SCFP national nous ont montré comment bloquer la circulation et installer une tente et des toilettes portatives. C'était vraiment bien organisé. »

Malgré ses bonnes dispositions, elle s'est avérée trop timide pour se faire remarquer. « Personne ne savait que j'étais chef de piquet, parce que, contrairement à l'autre chef, je ne touchais pas au porte-voix. » Elle a donc mis ses compétences à profit. « J'ai fait des vidéos amusantes sur les consignes de piquetage. Cela me ressemblait plus. »

Les vidéos de Xu ont été partagées sur le groupe Facebook de la section locale. Rapidement, elle s'est fait reconnaître sur le campus.

Après la grève, Xu a dit oui à une autre demande. Un ami avait besoin d'aide

pour tourner un documentaire en Islande. Moins de deux semaines après la grève, Xu filmait les efforts des chercheurs pour limiter l'impact du tourisme sur les épaulards de la région, une expérience qu'elle n'oubliera

pas de sitôt.

De retour à Ottawa (avec un contrat à temps plein), Xu continue de participer à la vie de son syndicat. Elle est membre du comité des communications à titre de vidéaste.

■ Matthew Stella



Fangliang Xu en Islande.

La privatisation des services hospitaliers évitée au Nouveau-Brunswick

Cet été, le gouvernement du Nouveau-Brunswick a officiellement rejeté la prise de contrôle par Sodexo de la gestion des services d'alimentation, de nettoyage et de portage des patients dans les hôpitaux de la province.

« Après les pétitions, les manifestations, les assemblées et les plaidoiries citoyennes, nous avons réussi à arrêter la privatisation », résume Norma Robinson, présidente du SCFP 1252, le Conseil des syndicats hospitaliers du Nouveau-Brunswick.

« L'idée Sodexo » apparaît en 2012, sous le gouvernement conservateur d'Alward. Lorsque les libéraux prennent le pouvoir en 2014, le ministre de la Santé, Victor Boudreau, la relance, rouvrant les négociations avec la multinationale française, dans le but « d'économiser

7,9 millions de dollars » et d'uniformiser les pratiques dans les 21 hôpitaux généraux de la province.

Cette mesure aurait éliminé 280 emplois hospitaliers.

Dès sa proposition, le plan Sodexo a déplu aux professionnels de la santé et à la population. Le SCFP 1252 en a parlé à ses membres. Rapidement, une coalition s'est formée pour s'opposer à la privatisation. En faisaient partie, notamment, la Coalition de la santé du Nouveau-Brunswick, Égalité Santé en Français, la Société de l'Acadie du Nouveau-Brunswick (SANB), le SCFP-N.-B. et d'autres groupes de citoyens.

L'Union nationale des fermiers s'est jointe à la campagne, sachant que la privatisation des services alimentaires empêcherait toute stratégie d'achat

d'aliments locaux.

Dans les rangs de l'opposition au projet figurait aussi Gilles Lanteigne, PDG de Vitalité, la Régie régionale de la santé francophone. Il a fait plusieurs sorties dans les médias pour réitérer son opposition au contrat, le jugeant contraire aux principes de santé publique. Il a présenté au ministre une option de restructuration publique démontrant que le travail à l'interne était meilleur et plus économique que la sous-traitance à Sodexo.

« Devant tous ces joueurs qui accordaient leur préférence au système public, le gouvernement n'a pas eu le choix d'écouter », explique Daniel Légère, président du SCFP-N.-B.

« En étudiant le contrat de plus près, je soupçonne qu'ils ont aussi réalisé que Sodexo serait loin de faire économiser sept millions de dollars au gouvernement.



Norma Robinson, présidente de la section locale 1252 du SCFP à la droite du ministre de la Santé du Nouveau-Brunswick, Benoît Bourque.

Avec des élections en septembre 2018, il a su voir ce qui se dessinait à l'horizon : un plan de restructuration coûteux, financièrement et politiquement. »

En décembre 2017, un comité d'orientation gouvernemental syndical mettait sur pied le Groupe de travail sur les services de restauration, de nettoyage et de transport. Son mandat : identifier les lacunes et les possibilités dans la prestation de ces services au sein de nos régies régionales de la santé.

« Le groupe de travail, qui comprenait des membres du SCFP travaillant en première ligne, s'est attelé à

la tâche, explique Mme Robinson. Sa conclusion, nous la clamons depuis le début : la privatisation n'est pas la solution. Le nouveau ministre de la Santé, Benoît Bourque, a accepté sa recommandation de mettre le projet d'entente à la poubelle. Il a écouté les préoccupations des travailleurs concernant Sodexo. »

« Cela dit, ajoute-t-elle, nous n'avons pas terminé. Il reste des problèmes de surmenage et de sous-traitance dans les soins de santé, mais les victoires comme celle-ci sont importantes. Elle mérite d'être soulignée. »

■ Simon Ouellette